

Questions orales

M. Malépart: On va y aller ensemble dans ta circonscription.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: On rit de cela, mais je vous assure, pour la gouverne du député de Montréal-Sainte-Marie, que les 500 travailleurs de Port-Cartier qui vont bénéficier de l'investissement de 60 millions de dollars trouvent cela bien. On ne rit pas des «jobs» sur la Côte Nord, comme vous êtes en train de le faire de façon si dégueulasse.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RENCONTRER LES INTERVENANTS

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Le premier ministre a fait comme il fait au maire de Port-Cartier et comme il fait actuellement au gouvernement du Québec, il n'a pas donné de réponse. Mais ce que je veux savoir de lui... les gens de Matane aussi en ont soupé de lui, et ils sont 13 maires de la région de Matane en route pour Ottawa pour avoir une réponse sur la papeterie. Est-ce qu'il va encore les snober eux aussi?

[Traduction]

M. le Président: Je regrette, mais je n'entends rien à cause du bruit des deux côtés de la Chambre. Quelle est la question, je vous prie?

[Français]

M. Lapierre: Ce que je veux savoir du premier ministre: Matane, Port-Cartier, il n'y a rien qui débloque à cause de votre incurie. Allez-vous vous en occuper, allez-vous rencontrer les intervenants et livrer la marchandise une fois pour toutes?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, pendant cinq ans, il était au ministère, il était député libéral. Matane et Port-Cartier réclament de peine et de misère chaque jour...

M. Ouellet: Péladeau a voté pour toi pour changer, mais maintenant il parle contre toi.

M. Mulroney: Là, il parle contre Pierre Péladeau, le *Journal de Montréal*, vous allez le payer cher, vous, de parler de cette façon contre Pierre Péladeau à la Chambre des communes. Et le père du projet de loi S-31, celui qui a massacré les francophones, celui qui a présenté un projet de loi pour mater les francophones du Québec, vous avez le culot, vous, de parler du chômage, vous avez honte...

M. Masse: Le passé est pesant, hein!

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre!

M. Mulroney: Ensuite?

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre! Les députés constateront que ce n'est pas moi qui perd mon temps.

* * *

● (1440)

LES ASSURANCES

LA MAJORATION DES PRIMES

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État aux Finances. Elle porte sur la crise qui sévit à l'échelle nationale dans le secteur des assurances et son incidence sur les garderies, les municipalités, les centres communautaires, les commissions scolaires et, depuis peu, notre équipe nationale de ski. Tandis que la ministre s'efforce de mettre au point des normes élevées relatives aux assurances sur les biens et assurances risques divers en matière de solvabilité et de base de capitaux, et avant de proposer un train de mesures, va-t-elle en profiter pour convoquer les directeurs des principales compagnies d'assurance de notre pays et leur demander d'offrir à ces organismes les mêmes taux et conditions d'assurance que l'année dernière pendant environ six mois de plus, pour leur permettre de survivre? Acceptera-t-elle de le faire?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, comme je l'ai expliqué à la Chambre hier, les taux des primes relèvent du droit contractuel et sont du ressort des provinces. La plupart du temps, les gouvernements provinciaux ont pris des mesures dans ce domaine. J'ai dit que j'étais prête à collaborer avec eux dans toute la mesure du possible. Je suis en communication constante avec ce secteur pour me tenir au courant de la situation.

L'INCIDENCE SUR LES MUNICIPALITÉS ET LES ORGANISMES SPORTIFS

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la même ministre. Les Canadiens, les gouvernements provinciaux et les municipalités, ainsi que les organismes en cause, souhaitent que le gouvernement prenne l'initiative puisqu'il s'agit d'un problème national. Si la ministre n'est pas disposée à convoquer les directeurs des compagnies d'assurances, va-t-elle au moins s'efforcer de fournir à ces organismes le financement nécessaire à court terme pour leur permettre de rester en activité, qu'ils s'agissent de nos équipes de ski en Europe ou ailleurs ou de nos garderies d'enfants? Va-t-elle accepter de le faire pour permettre à ces organismes de fonctionner sans crainte de poursuites?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, mon collègue a déjà communiqué avec l'équipe nationale de ski, dont des membres se sont entretenus avec lui ce matin. Nous nous sommes montrés les plus coopératifs possible et avons cherché à trouver des solutions, ce qui est notre rôle, je pense.